



## CHS-CT DU 19 Décembre 2017 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

La prévention des risques professionnels et de la santé au travail nécessite une véritable politique en la matière avec une obligation de résultat.

Avec le climat malsain instauré dans nos services, avec les suppressions d'emploi continues ceux-ci sont exsangues : 1 650 emplois de fonctionnaires seront encore supprimés en 2018 dont 1600 pour la seule DGFIP.

L'«exemplarité de Bercy» est de nouveau l'illustration de la variable d'ajustement budgétaire du gouvernement actuel.

Ce dernier lance un grand programme de transformation de l'Administration baptisé « Action Publique 2022 ». Il vise à modifier en profondeur les 3 axes suivants :

- améliorer la qualité de service,
- offrir un environnement de travail modernisé,
- accompagner la baisse des dépenses publiques.

Pour les délégués de **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES**, la conception de l'État-plateforme tel qu'elle est envisagée par le gouvernement n'est pas compatible avec un service public de qualité.

Un bien joli programme de casse du service public. Ne nous leurrions pas, cette organisation «idéale» passe par une évolution des périmètres des politiques publiques et des transferts de compétences. Nos directions sont particulièrement visées et bien ciblées.

Cela concerne tous les aspects touchant à l'organisation du travail : charge de travail, pénibilité des tâches, polyvalence de nos collègues, environnement physique de travail, aménagement des postes de travail et leur ergonomie, construction, aménagement et entretien des locaux de travail et de leurs annexes, durée et horaires de travail, aménagement du temps de travail, nouvelles technologies et nouveaux applicatifs, mais aussi l'obligation de l'employeur de protéger les agents contre les agressions et contre les dangers tels que l'amiante.

L'affichage des progrès du travail modernisé, dématérialisé, fusionné, centralisé, polarisé... n'est

qu' un outil de plus pour justifier les diminutions des moyens en particulier humain au nom de la rigueur budgétaire.

Ainsi les conséquences d'un projet sur les conditions de travail et la santé au travail constituent le cœur du débat en CHSCT.

**Pour ce faire, les prérogatives des CHSCT doivent être confortées et étendues.**

L'association du CHSCT, des acteurs de la prévention, des agents, réelle et sincère, le plus en amont possible, pour identifier les modifications et les changements prévisibles liés à un projet, est indispensable.

Dans toutes les instances représentatives, nous n'avons de cesse de vous alerter sur la dégradation constante de l'emploi et des effets dévastateurs sur les conditions d'exercice des missions et des conditions de vie au travail de nos collègues.

**Nous** dénonçons une fois de plus la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois, les restructurations permanentes et l'organisation du travail qui aggravent les conditions de vie des agents et génèrent de plus en plus de souffrance au travail.

Cette dégradation des conditions de travail s'illustre par la progression des situations de souffrance au travail, d'épuisement, voire de Burn Out. Pour les délégués de **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES**, ces phénomènes sont à mettre en relation avec la pénurie d'emplois, les restructurations et réformes incessantes ainsi que les objectifs de rentabilité.

Nous dénonçons le double langage de nos Directions. Quand on affirme se préoccuper des conditions de vie au travail, la moindre des choses est de le démontrer par les faits !

Pour nous, la seule véritable alternative pour sortir de cette impasse est bien l'arrêt de toute suppression d'emploi et la création des emplois nécessaires pour répondre aux besoins croissants des usagers au sein de notre administration, ainsi que la mise en place d'un moratoire concernant les restructurations.

Sur l'ordre du jour de ce CHS-CT, les délégués **FO FINANCES 76** et **SOLIDAIRES FINANCES** interviendront au fur et à mesure des débats mais un point d'actualité concernant les abondements budgétaires sera demandé.